



**Actualité** analyse

# Le premier bilan très mitigé de Parcoursup

*Si le gouvernement affiche sa satisfaction à la veille de la rentrée universitaire, la nouvelle plateforme d'admission post-bac a accumulé bugs et erreurs, causant beaucoup de stress parmi les étudiants.*

**S**urprise : le 6 septembre, alors que la phase principale d'inscription dans l'enseignement supérieur venait de se clore, et qu'il restait 8000 élèves sans aucune proposition, on comptait 137000 places vacantes. Plus surprenant encore, figuraient parmi ces dernières quelques perles rares comme les prépas parisiennes prestigieuses de Janson-de-Sailly, Saint-Louis-de-Gonzague ou Charlemagne. « Selon le ministère, il restait fin août 1000 places de prépas vacantes en Ile-de-France. Du jamais-vu », reconnaît, amusé, Philippe Vincent, du syndicat des personnels de direction de l'enseignement. Il sort d'un été agité, avec la mise en route laborieuse de Parcoursup, la nouvelle plateforme d'admission post-bac créée en toute hâte pour remplacer APB. Ce bug n'avait pas été anticipé. « On va retomber sur nos pattes, mais il va falloir sérieusement améliorer le système », prévient le proviseur. Et pas seulement pour les prépas. Dans les universités, c'est l'inverse : le surbooking a explosé. A Cergy, par exemple, le vice-président Patrick Courilleau s'inquiète : « Nos formations qui ne faisaient pas le plein sous APB affichent complet. Mais, avec 18% d'élèves en plus, c'est beaucoup trop! »

**Incertitude prolongée**

Alors, Parcoursup a-t-il réussi ? Cette réforme était censée améliorer « l'orientation et la réussite des étudiants », supprimer le tirage au sort qui avait fait scandale l'an passé et introduire des quotas sociaux pour les plus défavorisés. L'entourage de la ministre de l'Enseignement supé-

**PLATEFORME IMPARFAITE**

**181 000**

candidats ont quitté la plateforme Parcoursup en cours de procédure, contre 140 000 l'an passé sur APB.

**8 000**

élèves sans aucune affectation au 6 septembre.

**137 000**

places vacantes au 6 septembre.

SOURCE : MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Frédérique Vidal rencontre la commission d'accès à l'enseignement supérieur de l'Académie de Lille, le 30 août. Pour le ministère, « Parcoursup fonctionne ».

rieur Frédérique Vidal n'hésite pas à le dire : « Pour nous, Parcoursup fonctionne. » La fin du tirage au sort, d'abord, est un franc succès. Même si certains doutent encore, comme le sénateur communiste Pierre Ouzoulias : « Nous attendons avec impatience l'avis du Défenseur des droits sur les algorithmes locaux, appliqués de façon très opaque par les universités pour départager les milliers de candidatures. » Ensuite, les critères sociaux ont bien fonctionné. Frédérique Vidal a confirmé qu'un tiers des bacheliers de Créteil avaient pu s'inscrire à Paris, contre 20% l'an dernier. Et pour Jean-Michel Blanquer, à l'Éducation nationale, 57% des bacheliers professionnels avaient une place en BTS, où

des quotas leur étaient réservés, contre 46% sous APB. « Parcoursup a le mérite de donner à voir les inégalités jusqu'alors peu visibles », indique le recteur d'Ile-de-France, Gilles Pécout. L'autre promesse de Frédérique Vidal – une totale liberté de choix des étudiants – est aussi tenue : les élèves n'ont pas classé leurs vœux. Mais, de l'avis des meilleurs experts, cette mesure est une grave erreur. La star internationale de l'économie et ex-conseillère d'Obama Esther Duflo a douché les parlementaires, fin juin : « La recherche mondiale est unanime : pour rendre le système efficace, il suffit que les élèves hiérarchisent leurs vœux! » Sinon, il devient très lent. « Or, l'attente a



*un coût* », regrette-t-elle. Une incertitude prolongée qui crée du stress : le 5 septembre, ils étaient encore 72 000 à garder des vœux « en attente » et près de 8 000 sans solution. Et qui aggrave les inégalités, une bourse ne se demandant pas à la dernière minute... Que de temps perdu : alors que Parcoursup s'étale du 22 mai au 21 septembre, des vœux ordonnés auraient rendu l'opération « *quasiment instantanée* », insiste Esther Duflo.

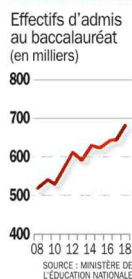
**Choix techniques contestés**

Dès novembre 2017, des scientifiques avaient pourtant alerté le pouvoir. Vincent Iehlé, de l'université de Rouen-Normandie, déplorait « *les dilemmes stratégiques imposés aux élèves* » et « *l'effet congestion* » observés cet été. Le système s'est grippé en juillet, obligeant les universités à rajouter des places en surbooking – « *quasi fictives* », faute de mètres carrés et de professeurs – pour décoincer la situation. Les chiffres témoignent de l'effet pervers de cette liberté laissée aux étudiants : s'il restait, selon le ministère, seulement « *3 000 lycéens* » sans solution le 5 septembre, ils étaient bien 120 000 en suspens, avec les redoublants, les inactifs et les hésitants. Et même 300 000 « *insatisfaits* » en comptant les 180 000 candidats ayant quitté la plateforme (contre 140 000 l'an passé). « *Une contre-performance!* » juge l'ancien recteur et député LR Patrick Hetzel. En juin, le think tank de gauche Terra Nova n'en revenait toujours pas : « *Des choix techniques ont été faits sans que le ministère ait été nécessairement conscient des alternatives possibles et de leur adéquation aux objectifs initiaux.* »

Un comité scientifique établira un bilan fin septembre. « *Nous ferons des propositions concrètes pour améliorer la procédure, qui en a bien besoin!* », confie l'un de ses membres. Mais le vrai bilan, celui qui dira si la réforme a réellement amélioré « *l'orientation et la réussite des étudiants* », attendra. Dans un an, il faudra scruter le taux de réussite des étudiants en L1 (première année de licence). Jusqu'à présent, à peine 40% passaient le cap. Parcoursup réduira-t-il cet échec massif?

**Alice Mérieux**

**EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE**



Le nouvel afflux de bacheliers cette année a aggravé le surbooking dans certaines universités.